



RAPPORT ADMINISTRATIF ET FINANCIER

SÉMINAIRE DE RÉFLEXION

En prévision de l'élaboration du Plan de développement stratégique (PDS) 2017-2020, les membres du Comité de direction et les chefs de projet ont participé à un séminaire de réflexion en mai 2016. Cette rencontre a permis aux responsables de la COI d'évaluer la mise en œuvre du PDS 2013-2016 et, ce faisant, la performance de l'organisation.

Ces échanges ont constitué la base des discussions sur l'orientation possible de la COI dans le cadre de son PDS 2017-2020. A noter qu'il s'agissait là aussi du dernier séminaire de réflexion auquel participait le Secrétaire général sortant, M. Jean Claude de l'Estrac, qui en a profité pour partager sa vision pour l'avenir de l'organisation et plus largement de l'Indianocéanie.



UNE GESTION MODERNISÉE DES RESSOURCES HUMAINES

Certaines innovations ont marqué l'année 2016, dont la révision et l'actualisation de la base de données de recrutement qui permettra dans un proche avenir à des experts et autres professionnels de la région de déposer leur demande en s'inscrivant sur une plateforme en ligne.

Il est aussi question d'introduire un nouveau système informatique (HRIS) afin de moderniser la gestion des ressources humaines de la COI. Cet outil permettra, notamment, aux agents de consulter les informations les concernant (fiche de présence, balance de congés etc...), de mettre à jour leur CV et de soumettre leur demande de congé en ligne. Ce système informatique devrait conduire à plus d'efficacité dans la gestion du personnel.

Le département des ressources humaines a poursuivi et renforcé ses activités en ce qu'il s'agit, entre autres, (i) des formations (gestion informatique, anglais, gestion de conflits, etc.) en fonction des besoins identifiés lors de l'exercice d'évaluation de performance ; (ii) de l'exercice d'évaluation individuelle de la performance ; (iii) de la validation et de l'application de la grille salariale actualisée ; (iv) de la publication d'une version modernisée du bulletin d'information interne ; (v) de l'accueil personnalisé des nouveaux arrivants.

ARRIVÉES ET RECRUTEMENTS

2016 a été une année charnière pour l'équipe dirigeante du Secrétariat général. La COI a, en effet, accueilli son nouveau Secrétaire général, M. Hamada Madi, qui a occupé parmi les plus hautes fonctions de l'État comorien. Deux nouveaux chargés de mission, Mme Koulthoum Djamadar de l'Union des Comores, et M. Luc J.D Ralaimarindaza de la République de Madagascar ont également pris leur fonction au Secrétariat général.

Le processus de recrutement en remplacement de M. Gilbert Andrianantoanina au poste de chef de service Marchés et contrats et de Mme Priya D. Ramparsad comme auditeur interne mis à disposition par la République de Maurice a débuté et sera complété au premier trimestre 2017. La COI a accueilli, sur toute l'année 2016, 27 agents, dont de nombreux jeunes mis à disposition par ses partenaires.



ÉPANOUISSEMENT AU TRAVAIL

L'année 2016 a également été marquée par la création d'un comité social, le Cercle ZilOI, qui célèbre notre richesse culturelle et vise l'épanouissement personnel et professionnel des agents, ce qui contribue aussi à améliorer leur performance. Le Cercle ZilOI a organisé de nombreuses activités tout au long de l'année autour des valeurs de solidarité, de partage et d'échanges. (voir photo ci-dessus)

CENTRE DE DOCUMENTATION

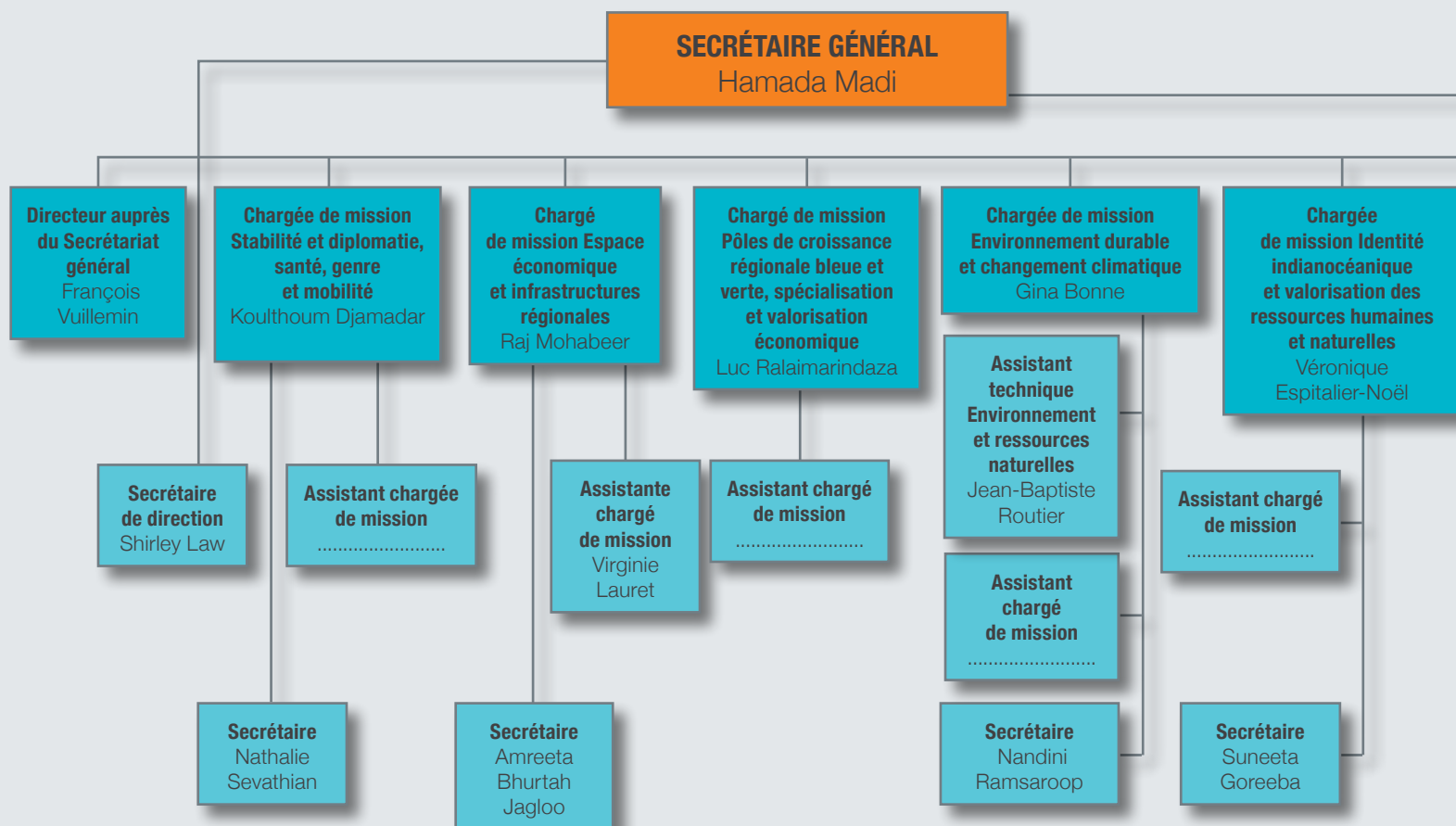
Inauguré en 2015, le Centre de documentation s'est attelé à la mise en œuvre d'une base de données afin de constituer un pôle d'échanges et de communication de l'information des pays vers la COI, des pays entre eux et de la COI vers les pays. Avec le logiciel documentaire Zotero, le Centre de documentation améliore le partage d'information pour faciliter les recherches au

sein de la COI ainsi que pour les usagers externes. 3 800 documents imprimés et plus de 300 documents numériques téléchargeables sont actuellement référencés dans notre base de données. Le référencement et la numérisation du fonds documentaire se poursuivent en vue d'alimenter la plateforme de consultation en ligne.

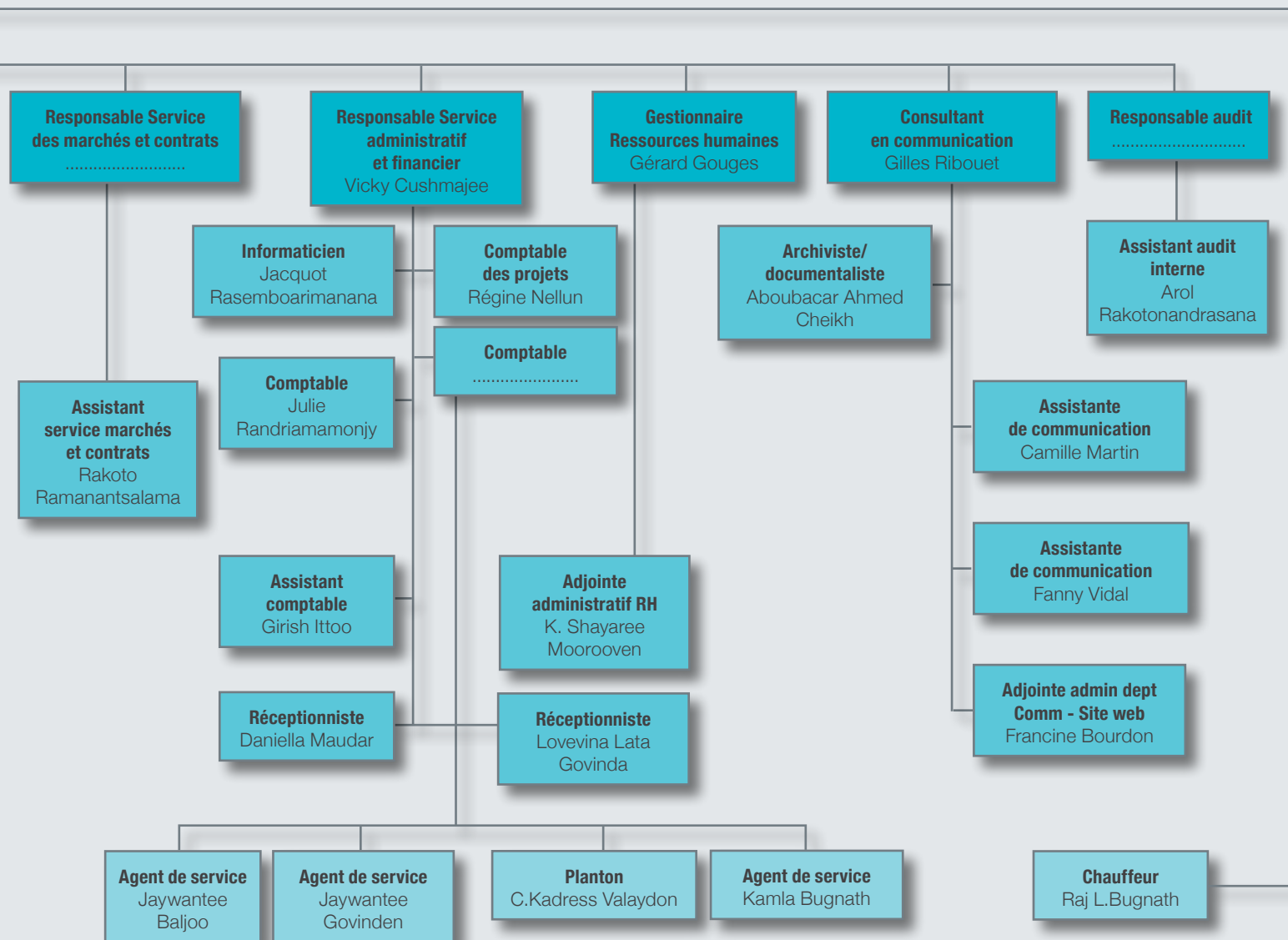
Le Centre de documentation travaille en collaboration avec l'IHOI pour la valorisation et la conservation du patrimoine iconographique des pays de la COI.

Une exposition numérique sous forme de diaporama sur les 25 premières années de la COI, soit de 1982 à 2005, est en cours de réalisation. Le diaporama sera composé d'images d'archives sur les actions de la COI, essentiellement sur la protection des ressources naturelles, la culture indianocéanique, avec notamment un axe transversal sur la sécurité.

ORGANIGRAMME



Cet organigramme est une photographie du Secrétariat général. Il recense les personnels qui étaient en poste en décembre 2016 sans tenir compte des mouvements encourus.



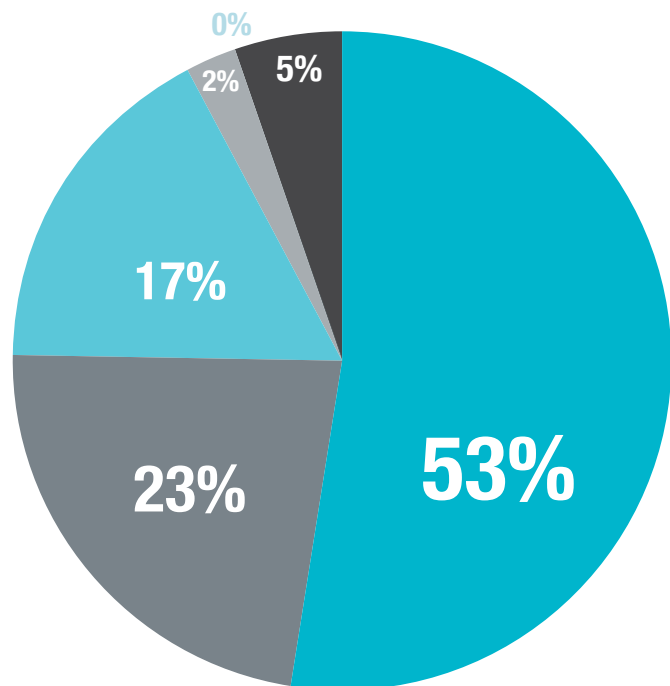
PERSONNEL – DISTRIBUTION PAR CATÉGORIES – DÉCEMBRE 2016

Pays	Mau.		Mad.		Com.		Sey.		Fran/Réu		Autre		Total hommes	Total femmes	Total personnes
	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F			
CADRE PROFESSIONNEL & INTERMEDIAIRE															
Cadre professionnel	4	0	1	1	1	1	1	1	3	1	0	0	10	4	14
Cadre intermédiaire	2	4	4	13	3	1	0	0	2	9	0	0	11	27	38
Total personnes (CP & CI)	6	4	7	14	4	2	1	1	5	10	0	0	23	31	54
% par sexe	11	7	13	26	7	4	2	2	9,3	18,5	0,0	0,0	42,6	57,4	100%
% par pays	18,5		38,9		11,1		3,7		27,8		0,0				100%
PERSONNEL DE BUREAU & D'APPUI															
Personnel de bureau	2	20											2	20	22
Personnel d'appui	6	4											6	4	10
Total personnes (PB & PA)	32												8	24	32
AUTRES EXPERTS/CONSULTANTS															
Autres - experts / consultants	3	3	1		2		2		2	3	9	0	19	6	25
Sous-total	17	31	8	14	6	2	3	1	7	13	9	0	50	61	111
Total	48		22		8		4		20		9		50	61	111
% par pays	43		20		6		6		15		10		45,05%	54,95%	100%

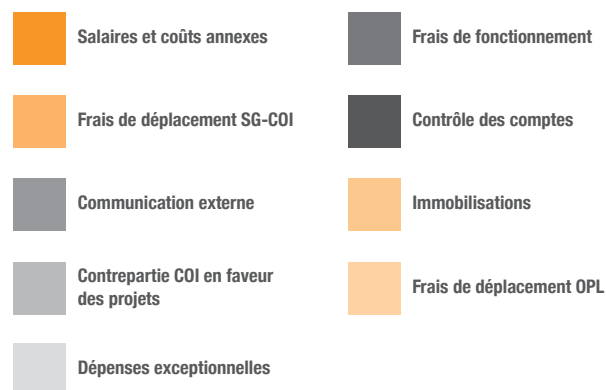
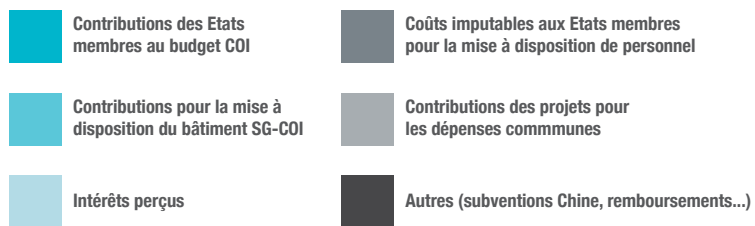
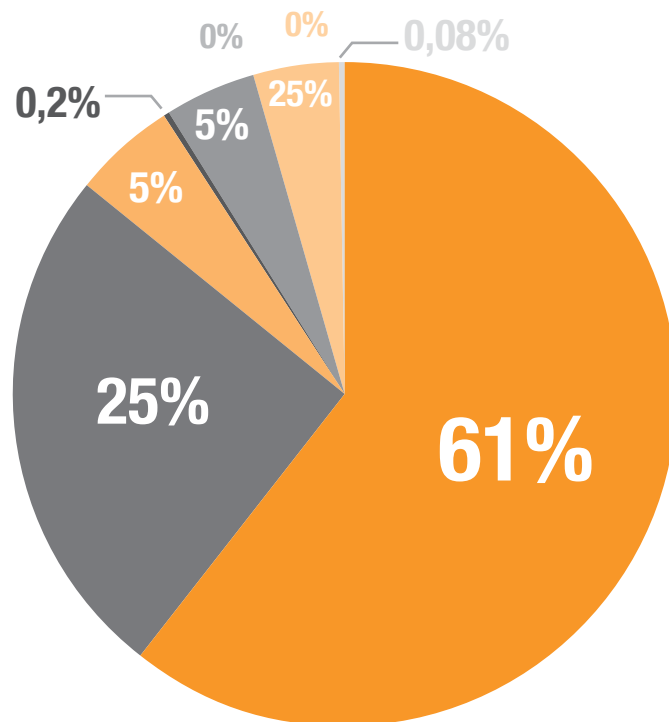
FLUX DE TRÉSORERIE DES POSTES D'EXPLOITATION (EN €)

RENTRÉES	
Contributions des États membres au budget COI	933 043
Coûts imputables aux États membres pour la mise à disposition de personnel	400 000
Contributions pour la mise à disposition du bâtiment SG-COI	300 000
Contributions des projets pour les dépenses communes	45 934
Intérêts perçus	150
Autres (subventions Chine, remboursements...)	89 075
	1 768 203
SORTIES	
Salaires et coûts annexes	1 145 633
Frais de fonctionnement	473 489
Frais de déplacement SG-COI	98 009
Contrôle des comptes	4 000
Communication externe	82 140
Immobilisations	81 219
Contrepartie COI en faveur des projets	0
Frais de déplacement OPL	0
Dépenses exceptionnelles	1 597
	1 886 086
Flux de trésorerie net des postes d'exploitation	-117 883

RENTRÉES



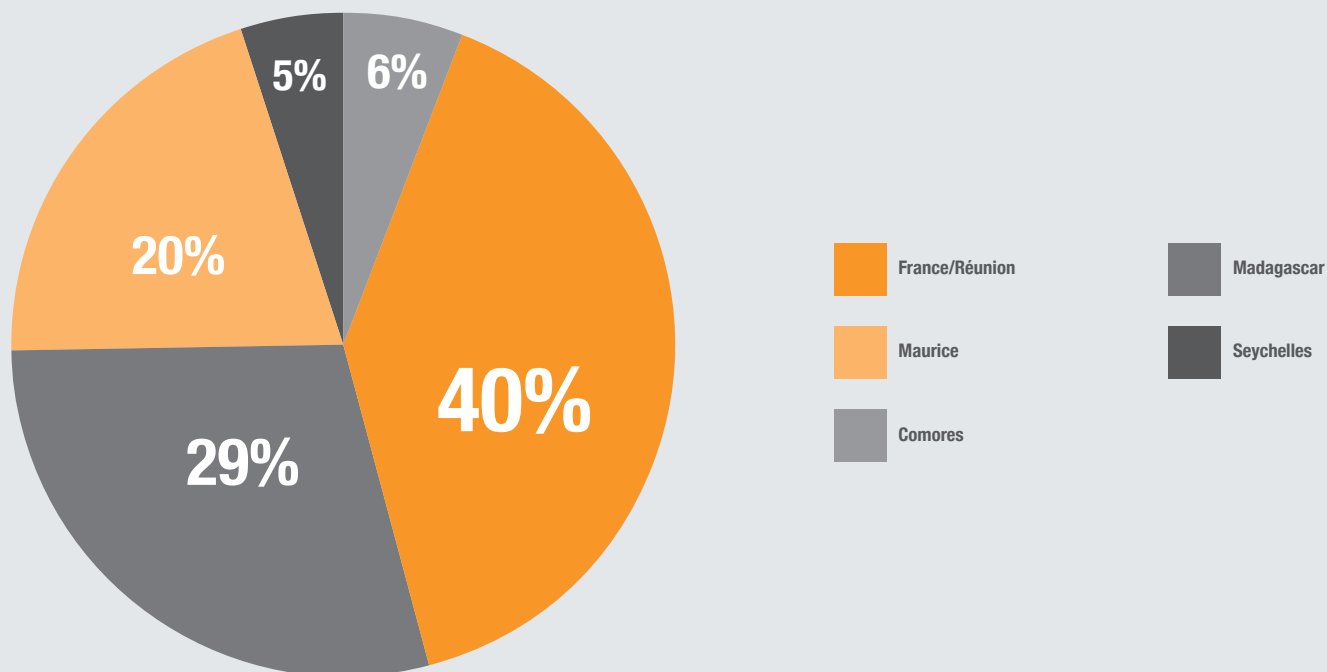
SORTIES



RECETTES STATUTAIRES VENTILÉES PAR PAYS

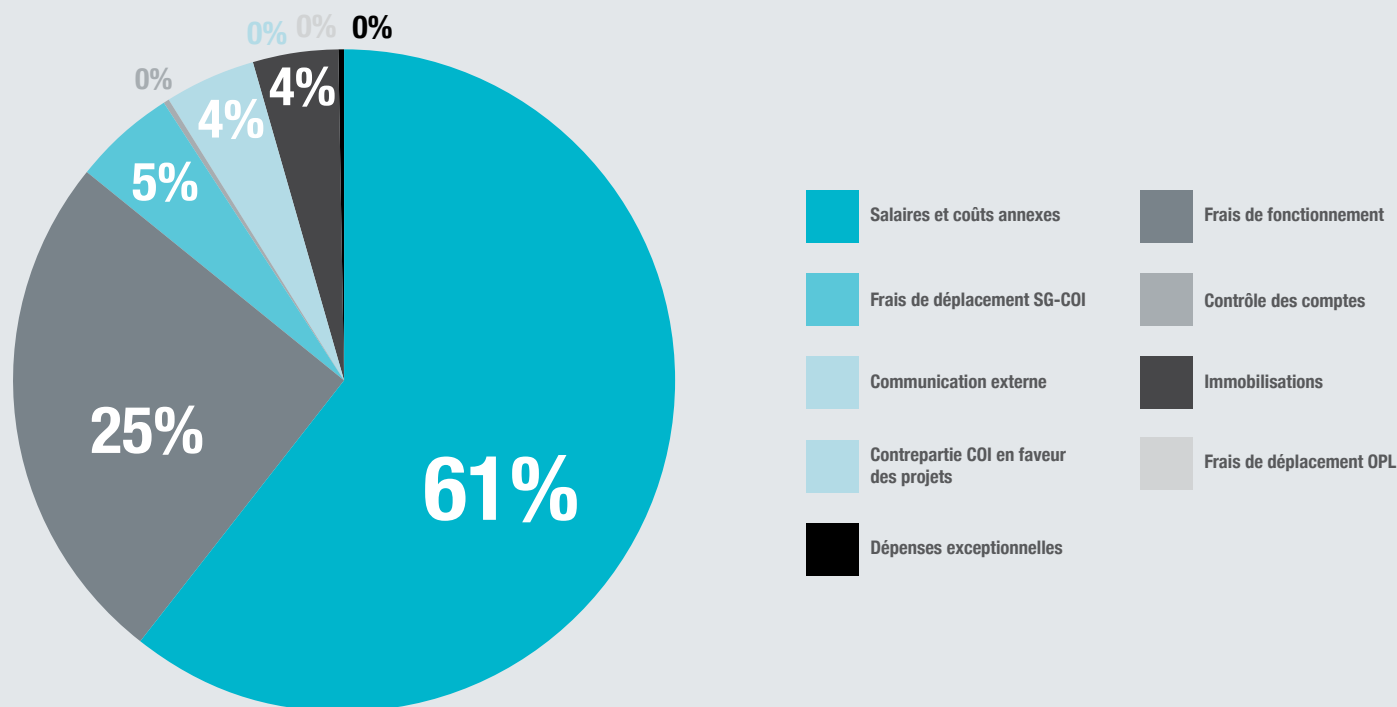
CLÉ DE RÉPARTITION	BUDGET 2016 (en €)
Comores	55 983
France/Réunion	373 217
Madagascar	270 582
Maurice	186 609
Seychelles	46 652
TOTAL	933 043

CLÉ DE RÉPARTITION



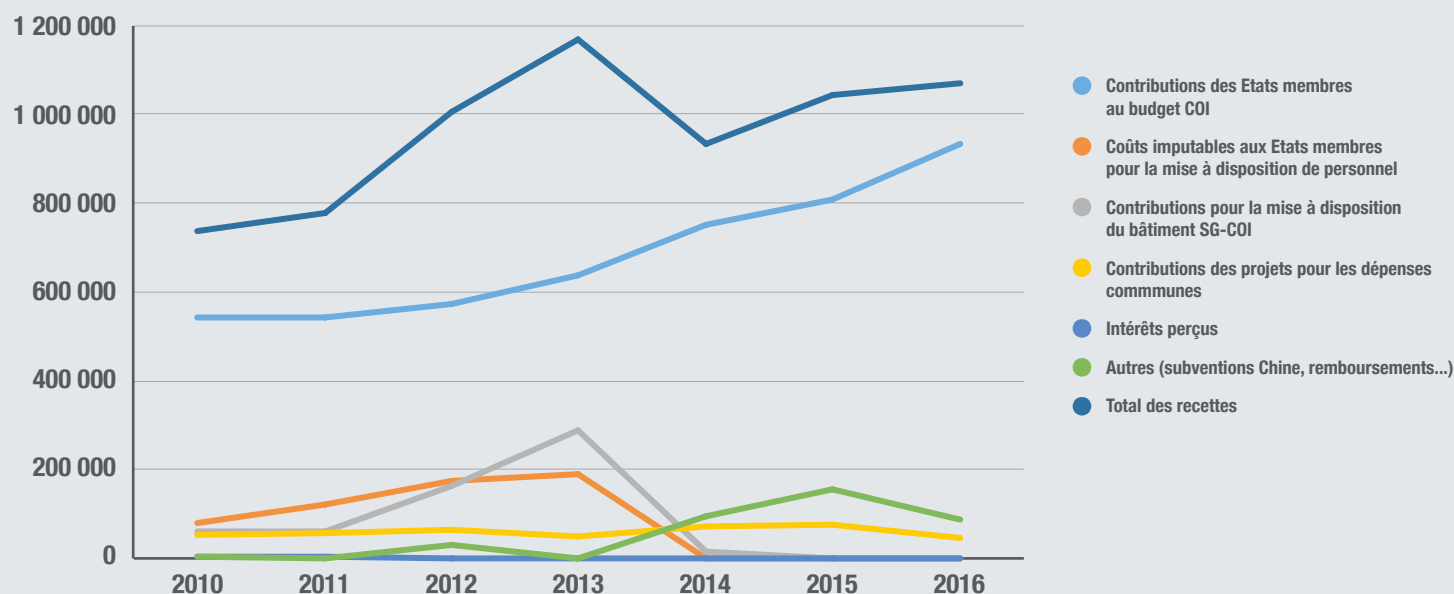
ÉTAT DES DÉPENSES PAR ACTIVITÉ

ACTIVITÉ	EUROS	%
Salaires et coûts annexes	1 145 633	61%
Frais de fonctionnement	473 489	25%
Frais de déplacement SG-COI	98 009	5%
Contrôle des comptes	4 000	0%
Communication externe	82 140	4%
Immobilisations	81 219	4%
Contrepartie COI en faveur des projets	0	0%
Frais de déplacement OPL	0	0%
Dépenses exceptionnelles	1 597	0%
	1 886 086	100%

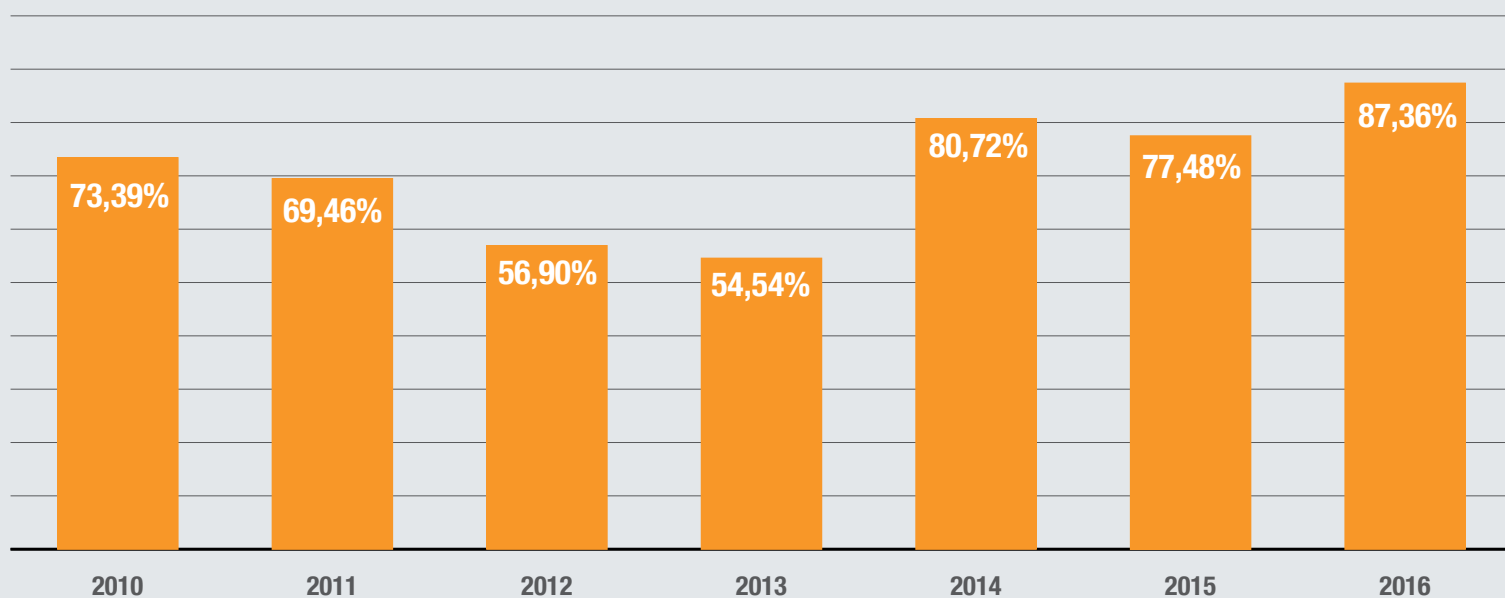


CATÉGORIES DE RECETTES (EN €)

ACTIVITÉ	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Contributions des États membres au budget COI	540 610	541 170	572 023	636 745	752 057	806 800	933 043
Coûts imputables aux États membres pour la mise à disposition de personnel	80 000	120 000	175 000	190 000	0	0	0
Contributions pour la mise à disposition du bâtiment SG-COI	60 000	60 000	164 000	290 000	13 637	0	0
Contributions des projets pour les dépenses communes	52 000	56 000	64 000	50 800	72 349	77 258	45 934
Intérêts perçus	2 109	1 890	850	0	0	0	0
Autres (subventions Chine, remboursements...)	1 912	0	29 400	0	93 699	157 218	89 075
Total des recettes	736 631	779 060	1 005 273	1 167 545	931 742	1 041 275	1 068 053
Pourcentage de la contribution statutaire par rapport aux recettes totales	73.39%	69.46%	56.90%	54.54%	80.72%	77.48%	87.36%



POURCENTAGE DE LA CONTRIBUTION STATUTAIRE PAR RAPPORT AUX RECETTES TOTALES



SITUATION DES PROJETS

RETOMBÉES DES PROJETS EN 2016

Les pages qui suivent indiquent les montants dépensés au bénéfice de chacun des pays membres de la COI, dans le cadre de projets qui étaient en cours d'exécution en 2016.

Les sommes indiquées ici n'offrent qu'un reflet partiel de l'apport réel de la COI à ses pays membres. En effet, la valeur intrinsèque des actions mises en œuvre et de leurs effets bénéfiques pour les pays, à moyen et long termes, ne saurait être réduite à ces seules dépenses. Enfin, de nombreuses actions qui ne peuvent être comptabilisées d'un point de vue strictement budgétaire, ne figurent pas ci-dessous.

RETOMBÉES PAR PAYS POUR L'ANNÉE 2016 (EN €)

Bailleur	Projets actifs en cours	Comores	France / Réunion	Madagascar	Maurice	Seychelles	Total
Union européenne							
	PAIR – RISP III	62 224	744	5 012	322 541	41 383	431 904
	SMARTFISH - Phase II	443 188	17 896	815 533	803 444	414 116	2 494 176
	Projet « Petits États insulaires en développement » / ISLANDS - Phase II	14 649	10 000	11 117	273 710	4 005	313 482
	Projet Biodiversité	84 163	0	101 428	644 594	37 714	867 899
	Projet ENERGIES	13 017	31 294	18 527	109 638	18 268	190 744
	Projet Sécurité maritime	0	3 094	35 418	159 371	224 636	422 519
	CIRC – gestion partielle par la COI	1 151	14 136	14 617	198 956	780	229 641
	INCA	0	0	0	0	0	0
	Technical cooperation facility	0	0	0	0	0	0
	Total Union européenne	618 392	77 164	1 001 652	2 512 254	740 902	4 950 365

RETOMBÉES PAR PAYS POUR L'ANNÉE 2016 (SUITE)

Bailleur	Projets actifs en cours	Comores	France / Réunion	Madagascar	Maurice	Seychelles	Total
France							
AFD	Projet « Lutte contre les maladies infectieuses émergentes dans les États membres de la COI » (Veille sanitaire)	186 429	109 040	415 644	637 127	184 034	1 532 274
FFEM	Projet « Conservation et gestion du milieu marin » (GDZCOI)	6 702	6 797	25 366	85 896	0	124 761
	Total France	193 131	115 837	441 010	723 023	184 034	1 657 036
Banque mondiale							
	Appui à la gestion durable des pêches	12 499	69 983	26 767	63 322	12 499	185 069
	SWIOFISH 1	40 500	0	33 566	229 027	80 123	383 217
	SWIOFISH 2 (débutera en 2017)	0	0	0	0	0	0
	Total Banque mondiale	52 999	69 983	60 334	292 349	92 622	568 286
Banque africaine de développement							
	Projet d'appui aux États fragiles	947	757	23 394	91 037	0	116 136
	Total Banque africaine de développement	947	757	23 394	91 037	0	116 136
	TOTAL GLOBAL	865 469	263 741	1 526 390	3 618 664	1 017 559	7 291 822

PRÉSENTATION DES PROJETS EN COURS EN 2016

BIODIVERSITÉ



Durée de mise en œuvre : 2014-2018

Objectif : Promouvoir des modes de gestion efficaces, adaptés et coordonnés de la biodiversité côtière, marine et insulaire dans les États insulaires et côtiers de la région AfOA-OI, afin de contribuer au développement durable et à l'amélioration du niveau de vie des populations.

Partenaire : Union européenne

Financement : 15 millions €

Particularité : Le programme Biodiversité de la COI couvre les pays membres de la COI ainsi que le Kenya et la Tanzanie. La Réunion y est associée à travers son projet Biodiversité financé sur les ressources du FEDER.

ÉNERGIES RENOUVELABLES ET EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE



Durée de mise en œuvre : 2014-2019

Objectif : Améliorer l'accès de nos États membres à des sources modernes, efficaces, fiables, diversifiées, durables et renouvelables d'énergie saine et à des prix compétitifs, et ainsi contribuer au développement durable.

Partenaire : Union européenne

Financement : 15 millions €

GESTION DURABLE DES ZONES CÔTIÈRES DANS LES PAYS DE LA COI



Durée de mise en œuvre : 2014-2017

Objectif : Contribuer à la gestion durable des zones côtières en Indianocéanie en soutenant les innovations locales et les partenaires.

Partenaire : Fonds français pour l'environnement mondial

Financement : 1,2 million € avec des co-financements prévus de l'Agence française de développement et de l'Union européenne via les projets ISLANDS et Biodiversité de la COI.

ISLANDS



Durée de mise en œuvre : 2014-2017

Objectif : Contribuer au développement durable des îles de l'AfOA-OI en répondant aux défis et contraintes spécifiques du développement insulaire.

Partenaire : Union européenne

Financement : 7,5 millions €

PROGRAMME D'APPUI AU COMITÉ INTERRÉGIONAL DE COORDINATION (CIRC)



Financé par
l'Union européenne

Durée de mise en œuvre : 2010-2016

Objectif : Contribuer à l'intégration de la région AfOA-OI en veillant à la cohérence avec la vision de l'Union africaine.

Partenaire : Union européenne

Financement : 11,5 millions € gérés par le COMESA et dont bénéficient la COI, l'IGAD et l'EAC.

PROGRAMME D'APPUI À L'INTÉGRATION RÉGIONALE (TROISIÈME PHASE)



Financé par
l'Union européenne

Durée de mise en œuvre : 2014-2017

Objectif : Soutenir et accélérer l'intégration régionale de l'AfOA-OI notamment en vue de l'émergence d'un vaste marché régional sous l'égide de la Tripartite.

Partenaire : Union européenne

Financement : 6,15 millions € dont 4 millions € en appui direct aux États membres dans le cadre de la Tripartite et de la mise en œuvre des Accords de partenariats économiques.

PROGRAMME MULTISECTORIEL D'ASSISTANCE TECHNIQUE ET DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DANS LE DOMAINE DU GENRE (PMATG)



Durée de mise en œuvre : 2016 - 2017

Objectif : Contribuer à l'atténuation des situations de fragilité dans les pays membres de la COI, particulièrement aux Comores et à Madagascar, par la promotion d'une croissance économique inclusive et accélérée dans la sous-région, axée sur le renforcement de l'autonomisation des femmes et des jeunes et des capacités de plaidoyer des organisations de la société civile.

Partenaire : Banque africaine de développement

Financement : 958 870 \$

PROGRAMME RÉGIONAL POUR LA PROMOTION DE LA SÉCURITÉ MARITIME (MASE)



Financé par
l'Union européenne

Durée de mise en œuvre : 2013-2018

Objectif : Renforcer la sécurité maritime en AfOA-OI afin d'améliorer la stabilité régionale et instaurer ainsi un environnement favorable au développement économique de la région et au-delà.

Partenaire : Union européenne

Financement : 37,5 millions € dont 10,8 millions € gérés par la COI

SMARTFISH



Mis en œuvre conjointement avec
Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Financé par
l'Union européenne

Durée de mise en œuvre : 2014-2017

Objectif : Soutenir la mise en œuvre des priorités stratégiques de pêche de la région AfOA-OI afin de gérer et développer durablement la pêche lacustre et marine ainsi que le secteur de l'aquaculture.

Partenaire : Union européenne

Financement : 16 millions €

Particularités : Le programme SmartFish de la COI est conjointement mis en œuvre par la FAO. Il couvre une vingtaine de pays de l'Indianoceanie et de l'Afrique orientale et australe. En outre, la deuxième phase du programme SmartFish intègre le Plan régional de surveillance des pêches qui avait été mis en œuvre par la COI de 2007 à 2014 sur financement européen.

SURVEILLANCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA SÉCURITÉ EN AFRIQUE (MESA)



Financé par
l'Union européenne

Durée de mise en œuvre : 2013-2017

Objectif : Améliorer la gestion de l'environnement et de la sécurité grâce à un meilleur accès aux services d'information opérationnels reposant sur les données de l'observation de la terre par satellite (informations sur le cycle de l'eau, les risques d'inondation, l'utilisation et la détérioration des sols, la pollution marine, le suivi des pêches...).

Partenaire : Union européenne

Financement : 37 millions €

Particularités : MESA est un programme panafricain mis en œuvre par l'Union africaine en collaboration avec les organisations régionales. La COI est responsable de la mise en œuvre du volet « gestion des milieux marins et côtiers ». Pour ce faire, la COI travaille avec l'Institut océanographique de Maurice.

SWIOFISH1



Durée de mise en œuvre : 2014-2021

Objectif : Augmenter les bénéfices partagés tirés de la valorisation des ressources marines et côtières dans les pays du Sud-Ouest de l'océan Indien en renforçant les capacités institutionnelles régionales et nationales de gestion durable et de bonne gouvernance des pêches marines, aquaculture comprise.

Partenaire : Banque mondiale

Financement : 5 millions €

VEILLE SANITAIRE



Durée de mise en œuvre : 2013-2017

Objectifs : Consolider et renforcer les capacités du réseau SEGA en élargissant son champ d'action à la surveillance en santé animale et institutionnaliser l'Unité de veille sanitaire de la COI et le réseau SEGA pour en assurer la pérennité.

Partenaire : Agence française de développement

Financement : 6 millions €

SIGLES ET ACRONYMES

ACP	Pays d'Afrique, Caraïbes et Pacifique	FCR	Fonds de coopération régionale
AFD	Agence française de développement	FED	Fonds européen de développement
AfOA-OI	Afrique orientale et australe-océan Indien	FEDER	Fonds européen de développement régional
AIMS	Groupe des pays insulaires d'Afrique, de l'océan Indien, de la Méditerranée et de la mer de Chine méridionale	FEE	Fondation pour l'éducation à l'environnement
AIMS 2050	Stratégie maritime intégrée de l'Union africaine à l'horizon 2050	FFEM	Fonds français pour l'environnement mondial
AP-COI	Association des parlementaires des États membres de la COI	FIDA	Fonds international de développement agricole
APE	Accords de partenariat économique	FPAOI	Fédération des pêcheurs artisans de l'océan Indien
APEi	Accords de partenariat économique intérimaires	GCF	Fonds vert pour le climat
APIOI	Association des ports des îles de l'océan Indien	GDZCOI	Projet de Gestion durable des zones côtières dans les pays de la COI
AUF	Agence universitaire de la Francophonie	GIZC	Gestion intégrée des zones côtières
BAD	Banque africaine de développement	GLISPA	Partenariat mondial pour les îles
BM	Banque mondiale	GPO	Partenariat mondial pour les océans
CCNUCC/ UNFCCC	Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques	IFDD	Institut de la Francophonie pour le développement durable
CIRAD	Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement	IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement
CIRC	Comité inter-régional de coordination	IHOI	Iconothèque historique de l'océan Indien
COI	Commission de l'océan Indien	INN	Pêche illicite, non déclarée et non réglementée
COMESA	Marché commun de l'Afrique orientale et australe	JCI	Jeune chambre internationale
ComSec	Secrétariat du Commonwealth	MASE	Programme de promotion de la sécurité maritime en AfOA-OI
COP21	21ème Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques	MESA	Programme de surveillance de l'environnement et de la sécurité en Afrique
CPSOOI/ SWIOFC	Commission des pêches du Sud-Ouest de l'océan Indien	METISS	MEItng poT Indianoceanic Submarine System
CROST	Comité régional d'orientation scientifique et technologique	MOI	Institut océanographique de Maurice
CTA	Centre technique de coopération agricole et rurale	NEPAD	Nouveau partenariat économique pour l'Afrique
CWR	Espèces sauvages apparentées aux espèces cultivées	ODD	Objectif de développement durable
DI	Domaine d'intervention	OIE	Organisation mondiale de la santé animale
EAC	Communauté de l'Afrique de l'Est	OIF	Organisation internationale de la Francophonie
EFOI	Entreprendre au féminin océan Indien	OIM	Organisation internationale pour les migrations
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture	OMS	Organisation mondiale de la santé
		ONUSIDA	Programme commun des Nations unies sur le VIH/Sida
		OPL	Officier permanent de liaison
		PAIR/RISP	Programme d'appui à l'intégration régionale

SIGLES ET ACRONYMES

PDS	Plan de développement stratégique
PEID	Petits États insulaires en développement
PFN	Point focal national
PIR	Programme indicatif régional
PIROI	Plate-forme d'intervention régionale de l'océan Indien
PMAESA	Association de gestion des ports de l'Afrique orientale
PMATG	Programme multisectoriel d'assistance technique et de renforcement des capacités dans le domaine du genre
PNEE	Programme national d'efficacité énergétique
PREE	Programme régional d'efficacité énergétique
PReRAD	Plateforme régionale de recherche agronomique pour le développement
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations unies pour l'environnement
POCT	Programme opérationnel de coopération territoriale
PRESAN	Programme régional de sécurité alimentaire et nutritionnelle
PRSP	Plan régional de surveillance des pêches
RSIE	Réseau de surveillance et d'investigation des épidémies
SADC	Communauté de développement d'Afrique australe
SYAH	SIDS Youth Aims Hub
TCM	Termes et conditions minimales
TIC	Technologies de l'information et de la communication
UA	Union africaine
UAP	Unité anti-piraterie de la COI
UCCIOI	Union des chambres de commerce et d'industrie de l'océan Indien
UE	Union européenne
UICN	Union internationale pour la conservation de la nature
UNISDR	Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophes
URSAN	Unité régionale de sécurité alimentaire et nutritionnelle